

J.-P. Sueur propose d'afficher les prix de métropole

Trois sénateurs viennent de passer neuf jours à Mayotte puis à La Réunion pour mieux comprendre les crises sociales qui affectent les deux départements. Les propositions qu'ils transmettront en juin au futur gouvernement pourraient bien jeter un gros pavé dans la mare des importateurs et intermédiaires commerciaux accusés de pratiquer des marges excessives. L'une d'entre elles consisterait en un double affichage du « prix métropole » à côté du « prix Réunion ».

- Vous repartez ce soir (ndlr : hier soir) à Paris, qu'êtes-vous venus faire à La Réunion ?

- Jean-Pierre Sueur : Mandaté par la commission des lois que je préside, j'étais accompagné de deux autres sénateurs : celui de Guadeloupe Félix Desplan (PS) et celui des Français établis hors de France, Christian Cointat (UMP). Nous venons de passer neuf jours à La Réunion mais aussi à Mayotte car notre mission fait suite aux événements qui ont marqué ces deux départements d'outre-mer. Dans un laps de temps réduit entre la fin de la session parlementaire et le début de la période du droit de réserve imposé aux fonctionnaires d'État, nous avons rencontré une quarantaine de personnes chaque jour : les préfets, les responsables des services publics, les collectivités locales, les parlementaires, les gendarmes, les magistrats, les pompiers, etc. Il s'agissait pour nous de mieux comprendre les crises qui touchent l'outre-mer. En toute indépendance, nous rédigerons deux rapports - l'un sur Mayotte, l'autre sur La Réunion - que nous remettrons en juin au futur gouvernement.

- Dans le champ très vaste couvert par votre mission, avez-vous abordé la principale cause des mouvements sociaux, à savoir la vie chère ?

- Bien sûr, ce fut l'un des sujets sur lesquels nous avons le plus travaillé. Nous avons le sentiment qu'il faut déverrouiller La Réunion, en finir avec les monopoles commerciaux et la situation de la distribution qui est totalement inadaptée. Nous pensons que les marges pratiquées ici sont excessives et qu'il faut les réduire. La SRPP (Société réunionnaise des produits pétroliers) ne pourra pas échapper à ce débat.

- Avez-vous chiffré l'effort que pourrait consentir la SRPP ?

- Je ne peux pas donner de chiffres à ce niveau mais je me souviens que le député Jérôme



Jean-Pierre Sueur (à gauche), accompagné du sénateur guadeloupéen Félix Desplan : « Il faut déverrouiller La Réunion et imposer davantage de transparence ». (Photo Thierry Villendeuil)

Cahuzac, rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale, avait chiffré dans un précédent rapport à 18 % les marges de la société pétrolière. On ne me fera pas croire qu'il est impossible de les baisser.

L'ouvrier chinois et le consommateur réunionnais

- Quelles pistes de réflexions contiendra votre rapport pour faire baisser les prix ?

- Une réflexion de fond doit être menée sur l'origine des produits pour développer les approvisionnements à partir des pays plus proches. Mais il faut surtout engager une politique de transparence beaucoup plus forte. Il faudrait par exemple imposer le double affichage des prix en rayon en publiant le « prix métropole » à côté du « prix Réunion ».

- Y a-t-il une chance d'inscrire cette proposition forte dans une loi ?

- En tout cas nous espérons bien que notre rapport se traduira par des mesures concrètes.

- Peut-on mettre la différence de prix uniquement sur le compte des marges des commerçants ?

- Non, bien sûr, il y a aussi les frais d'approche et les droits de

douane mais il faudra bien un jour qu'on puisse afficher ce que représentent les marges. Les services fiscaux nous ont donné l'exemple concret d'une paire de chaussures achetée 0,60 euro en Chine. Même si on y ajoute une taxe de 0,10 euro, comment se fait-il que cette paire de chaussures soit vendue entre 15 euros et 20 euros dans les magasins réunionnais ? Je vois deux grands perdants dans cette histoire : l'ouvrier chinois et le consommateur réunionnais qui se voit imposer une marge bénéficiaire totalement exorbitante. Le maître mot de notre rapport sera la transparence. Mais ce n'est pas tout, la concurrence doit aussi se développer et il faudra bien rompre avec un certain affairisme même s'il n'est pas propre à La Réunion.

- Quel regard portez-vous sur la contribution financière de la Région et du Département pour faire baisser les prix ?

- Je suis respectueux des initiatives des collectivités locales qui ont proposé des solutions face à l'urgence. Les Réunionnais ne s'en plaindront pas. Mais notre rapport avancera des solutions à des problèmes plus généraux. On ne peut pas continuer à financer les baisses de prix par des crédits publics. Nous arriverons toujours à la même conclusion : il faut déverrouiller La Réunion et imposer davantage de transparence.

Interview : Franck CELLIER

GROS PLAN

WHO'S WHO. Jean-Pierre Sueur est sénateur du Loiret depuis 2001 où il préside aujourd'hui la Commission des lois. Il est ancien maire d'Orléans et ancien secrétaire d'État chargé des collectivités locales de 1991 à 1993.

Une mission à spectre large

En plus de la question de la vie chère, les trois sénateurs se sont penchés sur les problèmes de l'emploi de la sécurité, de la justice, de l'immigration et de l'ensemble des services publics. Ils ont notamment visité la prison de Domenjod et le centre de rétention administrative de

Mayotte. Si la prison réunionnaise a impressionné favorablement les parlementaires, en revanche, ils ont été particulièrement émus par la situation des clandestins à Mayotte entassés dans deux pièces : 30 hommes d'un côté, 30 femmes de l'autre. « On a le sentiment

d'un échec terrible. Les 50 millions d'euros dépensés chaque année pour lutter contre l'immigration illégale à Mayotte pourraient être utilisés de manière plus positive en développant la coopération avec les Comores », commente Jean-Pierre Sueur.

NOUVELLE DYNAMIQUE ÉC

Sema
du

LA RÉG

à l'Hôte

Vous êtes : chefs d'e

guichet

toutes les aides e
pour

POUR SOUTENIR les inv